

révolutionnaire d'une part, et l'activité pratique d'autre part est frappante.

La résolution du Comité central du P.O.U.M. par exemple est un brillant témoignage de cette contradiction. A l'inverse des stalinien, voire des sociaux-démocrates qui « justifient » théoriquement la participation de leurs partis à des gouvernements bourgeois, le P.O.U.M. ne peut expliquer son accord avec le Front populaire (accord matérialisé par la nomination de Nin comme ministre de la Justice du gouvernement bourgeois Companys-Terradellas), mais accord nié en théorie (cf. le premier article publié ci-dessous) que par une série d'à peu près opportunistes (la force du P.O.U.M. changera le caractère du Front populaire, le « mouvement républicain de gauche (entendons les partis politiques bourgeois tels l'Esquerra...) a un caractère profondément populaire »...)

L'exemple le plus évident de ce caractère sans principe et en dernière analyse opportuniste se retrouve dans la phrase suivante :

« Le Comité central [...] estime que ce gouvernement devra être composé exclusivement de représentants des partis ouvriers et des organisations syndicales, mais si ce point de vue n'est pas partagé par les autres organisations ouvrières, nous ne l'imposerons pas. »

Les autres textes reproduits (et notamment celui sur la dissolution du Comité central des milices antifascistes) révèlent les mêmes hésitations, les mêmes demi-mesures, la même absence d'alternative à la politique des organisations réformistes.

Quel qu'ait été le courage des militants du P.O.U.M., quelle qu'ait été la dureté de la répression qui s'abattit sur eux (aussi bien de la part des fascistes espagnols que des guepoutistes stalinien) on ne peut que souscrire au jugement formulé sur eux par Trotsky en 1937 :

« Au lieu de mobiliser les masses contre les chefs réformistes y compris les anarchistes, le P.O.U.M. cherchait à convaincre ces messieurs de l'avantage du socialisme sur le capitalisme [...] politiquement le P.O.U.M. est resté incomparablement plus près du Front populaire, dont il couvrait l'aile gauche, que du bolchevisme. » (Leçon d'Espagne. Dernier avertissement.)

La politique générale du Parti ouvrier d'unification marxiste (P.O.U.M.)¹

Le parti ouvrier d'unification marxiste, qui représente en

1. *La Révolution espagnole*, éd. française hebdomadaire du P.O.U.M. n° 1, 3 septembre 1936.

Catalogne surtout, une importante fraction du mouvement ouvrier, décide de créer ce « Bulletin d'information » tant pour réfuter les légendes plus ou moins intéressées sur les événements d'Espagne que pour préciser devant ces événements sa position politique.

Il est impossible de comprendre la guerre civile qui se déroule aujourd'hui si on ne remonte pas jusqu'à la révolution du 14 avril 1931 qui précipita la chute de la monarchie.

La « République du 14 avril » ne fut qu'une monarchie sans monarque. Elle proclama bien la nécessité d'une réforme agraire et la séparation de l'Eglise et de l'Etat mais ne fit rien pour réaliser les grandes réformes démocratiques et laïques attendues par le peuple. Ne touchant en rien aux cadres militaires et civils de l'Etat monarchique, mécontentant ouvriers et paysans, les partis démocratiques se divisèrent et furent écrasés aux élections de novembre 1933. De 1933 à 1936 c'est le bloc des droites qui gouverne sous la direction réelle de Gil Roblès. Ce bloc représente les intérêts de l'Eglise et de la grande propriété foncière, intimement liés à la haute finance espagnole et internationale. Son but est la fascisation progressive de l'Espagne, la création d'un Etat clérical et corporatif à la manière de l'Autriche. En octobre 1934, la classe ouvrière se lève contre les clérico-fascistes ; mais sauf dans les Asturies qui résistent quinze jours et où l'unité totale du prolétariat se trouve réalisée, le prolétariat affaibli par l'abstention des anarchistes et la pusillanimité des républicains catalans est écrasé rapidement.

Bien que battue, l'insurrection d'octobre 1934, réalisée dans les Asturies les formes d'un nouveau pouvoir révolutionnaire. Sa base se trouve dans les comités d'alliance ouvrière où se réunissent les délégués des partis prolétariens et des organisations syndicales, comités délibérant et exécutant à la fois. Dans l'insurrection asturienne se construit, pour la première fois en Espagne, une armée composée exclusivement de milices ouvrières.

Avec le Front populaire, gagnant tous les partis antifascistes prolétariens ou bourgeois, va se renouveler en 1936, dans le même cadre constitutionnel et administratif, l'expérience républicaine de 1931.

Le gouvernement de Front populaire est entre les mains de la gauche républicaine de Azaña et le programme rédigé par tous les partis ne dépasse pas les aspirations de ce parti réformiste bourgeois. Cette nouvelle expérience du libéralisme bourgeois n'aboutit qu'à la catastrophe. Respectueux de la propriété privée, il est dans l'impossibilité de satisfaire les revendications des paysans travailleurs ; il se refuse à confisquer les richesses féodales et cléricales, il ne se porte aucune attaque à la toute-puissance des banques. Politiquement, il évite de frapper les éléments réactionnaires, qui préparent avec une science consommée la vaste rébellion d'aujourd'hui.